

Soins médicaux—Loi

Le message de l'électorat canadien est certainement sans équivoque pour tous les gouvernements du pays. La moindre dépense doit être soigneusement contrôlée. Peu importe à quel point un service peut être valable, tout le monde est devenu passablement conscient du coût et de l'efficacité de ces services. Nous ne devrions pas avoir de mal à nous entendre sur les restrictions à apporter à l'extension des services médicaux, dès lors que nous admettons qu'il y a des gens qui abusent de certains d'entre eux.

Je tiens à préciser que tous autant que nous sommes, nous savons ce qui en est des divers programmes gouvernementaux. S'il en existe un dont les gens n'abusent pas outre mesure, c'est bien celui des services médicaux. Dans l'ensemble, c'est sans doute l'un des meilleurs programmes que le gouvernement fédéral en collaboration avec les gouvernements provinciaux ait jamais mis en œuvre. En tant que députés, nous avons une idée de la façon dont les services publics sont utilisés. A ma connaissance, les gens ne se précipitent pas chez le médecin s'ils n'ont pas besoin de ses services. Nous avons un bon programme et c'est même l'un des meilleurs du monde à mon avis. Quiconque examine la situation dans les autres pays doit conclure que notre programme de services médicaux ne le cède en rien à celui des pays avec lesquels le Canada a l'habitude de se comparer.

Sauf peut-être pour la Grande-Bretagne, et encore y a-t-il des lacunes dans le système britannique qui font qu'il n'est pas tout à fait aussi bon que le nôtre, notre programme vaut autant sinon mieux que les autres. Au Japon, tout le monde n'est pas protégé. Les 105 millions Japonais bénéficient d'une certaine forme d'assurance-maladie mais pas tous dans les mêmes proportions. On n'obtient pas là-bas l'uniformité de bons services que nous recevons ici. L'Allemagne a été le premier pays d'Europe à adopter un régime national d'assurance-santé. Pourtant, dans ce pays, il y a encore aujourd'hui huit différentes sortes de caisses d'assurance et plus de 1,800 organismes pour les administrer. C'est peut-être un régime facile à appliquer, et je suis persuadé que tous ces régimes le sont, mais il est loin d'être aussi simple que le nôtre. La Grande-Bretagne n'a pas de régime de remboursement à l'acte. Bien que son régime présente des avantages, notre régime de remboursement à l'acte médical malgré ses lacunes, est réputé donner un service satisfaisant aux personnes qui y ont recours.

L'Australie est un pays aussi riche que le Canada. Elle peut certainement se permettre d'offrir à tous un programme d'assurance-maladie aussi complet que le nôtre. Toutefois, le régime offert en Australie n'est pas universel. En Belgique, le régime ne s'étend pas à toute la population. Dans ce pays, il y a un régime distinct pour les travailleurs autonomes et 2,000 sociétés au moins administrent les services médicaux.

● (1640)

En ce qui concerne la Suède, qu'on cite souvent en exemple à certains égards, notre système médical est supérieur au sien à beaucoup de points de vue. Du moins, il convient mieux, à notre pays peut-être qu'à la Suède. En Suisse, il y a 23 p. 100 de protection obligatoire et environ 66 p. 100 de protection facultative, mais le système est appliqué par 750 caisses d'assurance-maladie. La question de la protection des maladies ruineuses est un sujet politique, encore en discussion. Au Danemark, les comtés et les

[M. Saltsman.]

communes sont chargés d'appliquer l'assurance-maladie. La Nouvelle-Zélande a un bon système, que j'ai vu fonctionner il y a plusieurs années; mais elle n'accorde pas encore la protection universelle du nôtre.

Si j'indique tout cela, c'est pour prouver ce que je soutiens. Notre programme d'assurance médicale est une des choses dont nous pouvons être le plus fiers au Canada. Je n'arrive pas à comprendre que nous cherchions à détruire une chose aussi excellente, qui fonctionne remarquablement bien malgré ses problèmes—et des problèmes il y en a partout—une chose dont nous avons tellement lieu de nous féliciter. Et quand je dis détruire, ce n'est pas au sens de faire disparaître, mais la confiance dans le régime, les magnifiques relations qui s'étaient établies entre les provinces et l'État fédéral, tout cela est maintenant ébranlé. Les provinces sont furieuses, et avec juste raison. Les solutions de rechange qu'elles avaient présentées ont été rejetées par le gouvernement fédéral. Elles ont beau dire qu'elles s'efforcent d'être raisonnables, qu'elles s'efforcent de réaliser les intentions générales du gouvernement, on leur répond brutalement qu'elles n'ont qu'à s'incliner, et tant pis si cela ne leur plaît pas. Ce n'est pas ainsi qu'on procède, ce n'est pas ainsi qu'on va améliorer les services médicaux.

Nous sommes tous nationalistes. Nous nous préoccupons de notre identité nationale. Certains d'entre nous pensent qu'elle réside dans un drapeau, dans un hymne national et même, peut-être, dans certains plats nationaux, la soupe aux pois, le sirop d'érable, et quoi encore.

M. Paproski: Le holopchi!

M. Saltsman: Mais ce n'est pas cela qui fait vraiment l'identité nationale. Des «holopchis»? C'est un très bon exemple d'identité nationale. L'honorable représentant de l'Ukraine l'a mentionné. Si je puis m'écarter du sujet un instant, madame l'Orateur, le sténographe du hansard se demande comment épeler «holopchi». Je me rasseoirai si le député veut se lever pour expliquer comment on épelle «holopchi». Ce sont de délicieuses feuilles de chou farcies—les Anglo-Saxons de l'autre côté les appellent «cabbage rolls», mais nous sommes mieux au courant qu'eux. En outre, ils ont imposé un énorme fardeau aux services médicaux du Canada, madame l'Orateur.

Des voix: Oh, oh!

M. Saltsman: Il serait probablement plus logique de restreindre la consommation de holopchis que de faire ce que le gouvernement fait à l'heure actuelle s'il voulait vraiment réduire les frais. Cependant, madame l'Orateur, si je puis laisser cette grave question pour continuer dans une veine un peu plus légère, nous pensons tous que le nationalisme et l'identité canadienne sont importants. Nous avons fait des plaisanteries à propos des «holopchis», mais ce sont certainement une partie importante de notre patrimoine.

Ceux qui sont venus d'Europe de l'Est, d'Inde et de bien d'autres parties du monde pour s'établir au Canada ont apporté une contribution phénoménale à la société et ont certainement enrichi notre pays. Lorsque nous parlons d'identité nationale, nous ne parlons pas d'établir des distinctions entre les Canadiens et les Allemands ou les Français ou les Britanniques. Ils sont très loin de nous et ont leur propre culture.